



La Chine, un allié incontournable pour l'Argentine ?

Une synthèse de cette analyse a été diffusée dans la Libre Belgique du 21 mai 2019.

Xavier Dupret

Juillet 2019

27.300 signes

La nouvelle a fait le tour des salles de rédaction de la planète. Cristina Kirchner renonce à briguer la magistrature suprême de la République argentine. Ce choix est présenté par les médias de référence en Europe comme un pas de côté effectué en faveur d'un nouveau candidat plus modéré. En l'occurrence, il s'agit d'Alberto Fernández, vieil apparatchik du péronisme ayant navigué de la droite à la gauche au cours de sa longue carrière, et également ancien Chef du cabinet (l'équivalent, chez nous, de Premier ministre) de Néstor puis de Cristina Kirchner de mai 2003 à juillet 2008¹.

Déjà, la presse argentine fait état de contacts avancés entre le nouveau candidat à la présidentielle et le péronisme de droite en vue d'une grande réunification interpéroniste². Partout, résonne la même antienne. Cristina Kirchner va apporter ses voix afin qu'un projet de

¹ La Libre Belgique, édition mise en ligne du 19 mai 2019.

² Página/12, édition mise en ligne du 19 mai 2019.

gouvernement proche des marchés et des créanciers du pays voie le jour. Alors que la messe semble dite, cette analyse fera le point sur une série de perspectives singulièrement absentes des commentaires de la presse occidentale.

L'Argentine, un pays à genou

Tout d'abord, c'est à la demande de Cristina Kirchner elle-même que cette nouvelle formule électorale a vu le jour. C'est ainsi que l'ancienne présidente de l'Argentine déclarait sans ambages à la presse : « J'ai demandé à Alberto Fernández de prendre la tête du ticket que nous formerons, lui comme candidat à la présidence et moi comme candidate à la vice-présidence lors des primaires [du 11 août] »³. La chose a été confirmée par le désormais candidat à la présidence. La radicalité supposée de l'ex-présidente argentine n'empêche apparemment pas la lucidité. L'Argentine est, en effet, un pays à genoux. Les polémiques sur les excès de tempérament de l'ancienne locataire de la Casa Rosada⁴ ainsi que ses ennuis judiciaires étaient, en effet, de nature à détourner l'attention des Argentins de la situation économique du pays. Cette dernière est plus que préoccupante.

En janvier 2016, alors que Mauricio Macri venait à peine de gagner les élections, un dollar valait 13,17 pesos. En mai 2019, le billet vert s'échangeait contre 44,96 pesos. En trois ans et un semestre, nous sommes en présence d'une dévaluation de près de 71%. C'est peu dire que l'administration Macri a connu des difficultés, depuis son investiture, à défendre la devise nationale.

Cette mégadépréciation a pour origine la fuite des capitaux. Les investisseurs, étrangers comme argentins, ne font plus confiance au peso. Cette perte de confiance est directement imputable à la situation de grave perte de dynamisme et de croissance de l'économie du pays.

La politique d'austérité mise en œuvre par Mauricio Macri se solde par un bilan désastreux. En 2016, le Pib de l'Argentine a connu une chute de -1,82%. L'année suivante, le pays retrouvait temporairement le chemin de la croissance (2,9%)⁵. Mais en 2018, le Pib argentin est à nouveau entré en récession (-2,5%)⁶. Pour l'année 2019, les perspectives ne sont, au fond, guère plus brillantes. La presse économique argentine annonçait, en effet, que le Fmi prévoyait une récession de -1,2% du Pib⁷.

Au total, le Pib argentin a connu une chute supérieure à 2,5% depuis l'avènement de Mauricio Macri au pouvoir. L'Argentine de Mauricio Macri qui devait renouer avec le monde, tourner

³ Le Monde, édition mise en ligne du 19 mai 2019.

⁴ La Casa Rosada désigne le siège du pouvoir exécutif argentin depuis 1886. C'est dans cet édifice, faisant face à la Place de Mai, que se trouvent les bureaux de la présidence. A titre d'information touristique, la Casa Rosada est un monument historique depuis 1942.

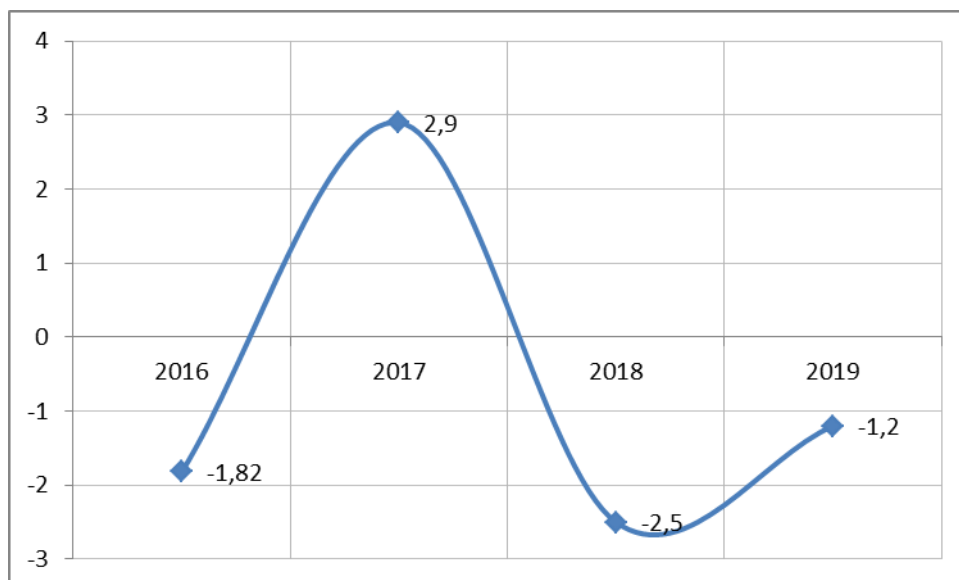
⁵ Banque mondiale, mai 2019.

⁶ Indec (Instituto Nacional de Estadística y Censos República Argentina), mai 2019.

⁷ *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 10 avril 2019.

le dos au populisme et, dans la foulée, recevoir « une pluie d'investissements »⁸, selon les termes du nouveau chef de l'Etat, est donc plus pauvre que lorsque Cristina Kirchner a quitté le pouvoir.

Les montagnes russes du taux de croissance en Argentine de 2016 à 2019) (en %)



Sources : Banque mondiale (mai 2019), Indec (mai 2019), Fmi (avril 2019)

Ce graphique présente un aspect surprenant. Le choc d'austérité de 2016 explique aisément la situation de récession constatée cette année-là. C'est, en effet, en 2016 que les subsides à la consommation d'énergie ont été démantelés par le gouvernement Macri. On signale à l'époque une augmentation du prix du gaz de l'ordre de 500% dans le pays⁹. Cette politique du coût-vérité, de philosophie clairement néolibérale, a étranglé financièrement les ménages. La demande sur le marché intérieur était en berne.

Du côté des entreprises, donc de l'offre, les choses ne se sont pas passées de manière radicalement différente. Même la presse de droite s'en est émue à l'époque. 30% des PME déclaraient ne pas pouvoir honorer leurs factures d'énergie tant et si bien que les entreprises argentines travaillaient à 50% de leurs capacités¹⁰.

Comment expliquer, dans ces conditions, le rebond de l'économie argentine en 2017 se traduisant par une croissance de 2,9% du Pib? Au cours de l'année 2017, le gouvernement argentin va se lancer dans une opération très aventureuse d'endettement en devises (principalement, des dollars). En 2017, la dette en dollars du gouvernement central argentin

⁸ La Nación, édition mise en ligne du 13 septembre 2016.

⁹ El Economista (Espagne), édition mise en ligne du 11 décembre 2016.

¹⁰ Perfil, édition mise en ligne du 1^{er} décembre 2017.

représentait 39,2% du PIB en 2016 contre 65,8% en 2018¹¹. Tout au long de l'année 2017, la perspective de cette injection de billets verts va nourrir une croissance de type spéculatif. En effet, pour combattre l'inflation résultant de l'augmentation des coûts de l'énergie, l'administration de Mauricio Macri a opté pour une importante augmentation des taux d'intérêt. Cette dernière a favorisé un phénomène que les Argentins nomment assez poétiquement la « bicyclette financière ».

Loin des exploits du Tour de France ou de la *Vuelta* espagnole, la bicyclette, dont il est ici question, renvoie plus prosaïquement à une technique de gestion des actifs financiers. Elle consiste, alors que l'Argentine traverse un épisode de forte inflation, à faire entrer des dollars en Argentine, les changer en pesos, profiter des taux d'intérêt élevés, les convertir en dollars et les sortir du pays. Ce jeu dure tant que l'Etat peut honorer sa dette. Puis, arrive le moment où la fête s'arrête et c'est là que classiquement, le Fmi débarque pour jouer les pompiers. De 1956 (date à laquelle l'Argentine fait, pour la première fois, appel au Fmi) à 2006, l'Argentine a passé 38 ans sous perfusion du Fmi¹². Si l'on ajoute le nouveau plan remontant au printemps 2018, on obtient un temps d'intervention du Fmi dans l'histoire du pays de 40 ans depuis 1956. L'Argentine a donc passé plus de 50% de son histoire à être en programme d'ajustement depuis la deuxième moitié du XX^{ème} siècle.

Quand le Fmi intervient, les créanciers privés savent que les dettes du passé sont garanties (c'est même l'objet principal de l'intervention du Fmi). Par contre, il n'est plus question de prêter un sou à l'Argentine jusqu'au moment où le pays retrouvera des dollars à partir de ses exportations. Cette dynamique particulière, que l'on retrouve, à des degrés divers dans tous les pays d'Amérique latine mais qui est tout-à-fait caractéristique de l'Argentine, a été qualifiée, de manière assez évocatrice, de « Stop and Go ». Cette trajectoire particulière se comprend à partir des spécificités productives du pays.

Celui-ci exporte des matières premières principalement agricoles et importe des produits manufacturés à haute valeur ajoutée. Chaque épisode d'augmentation des prix des biens exportés conduit à une augmentation des importations de biens de consommation mais aussi des équipements dont a besoin l'industrie locale pour son développement.

Il en résulte une détérioration de la balance des paiements et lorsque le prix des matières premières diminue, le pays entre alors en crise de liquidités. Pour relancer le commerce extérieur, les autorités monétaires dévaluent la devise nationale. Les importations à caractère industriel sont alors plus coûteuses et l'inflation augmente sensiblement¹³. Le conflit de répartition entre salariés et patronat s'aiguise. Les revendications salariales se multiplient. Les

¹¹ Ministerio de Hacienda, Secretaría de Finanzas, Presentación Gráfica de la Deuda al IV Trimestre 2018 [en ligne], Url :<https://www.argentina.gob.ar/hacienda/finanzas/presentaciongraficadeudapublica>, date de consultation : 22 mai 2019.

¹² Pablo Nemiña, Historia de las relaciones entre la Argentina y el Fondo Monetario Internacional, *Anuario del Centro de Estudios Históricos « Prof. Carlos S. A. Segreti »*, Córdoba (Argentine), año 11, n° 11, 2011, p.14.

¹³ Morten Roed Sørensen, Argentina's Crises, *Danmarks Nationalbank Monetary Review*, 21 décembre 2001, p.81.

salaires courent après l'inflation. Afin de préserver les taux de profit, le capital augmente les prix en retour et le pays entre alors dans un cercle vicieux.

Jusqu'à présent, cette confrontation d'intérêts divergents s'est toujours terminée dans l'histoire de l'Argentine moderne par une cure d'austérité qui a entraîné une diminution des salaires et de la demande intérieure afin de mettre fin à l'inflation. Il est clair que la gestion de Mauricio Macri n'a pas permis de mettre fin à cette malédiction de l'économie argentine. Au contraire, c'est le but recherché. D'où le rapprochement avec le Fmi.

Le Fmi au centre du jeu

La descente aux enfers du peso a débuté après que le gouvernement macriste ait choisi d'en terminer brutalement avec la politique de contrôle des changes décidée par Cristina Kirchner en 2011. Cette rupture a entraîné une importante fuite des capitaux. Entre 2016 et 2018, de l'aveu même des autorités argentines, ce sont près de 60 milliards de dollars qui ont quitté le pays¹⁴.

La libéralisation des taux de change et des mouvements de capitaux n'est pas tombée du ciel. Elle fait, en effet, partie des conditions qui ont été posées par le Fmi pour que la patrie de Julio Cortázar revienne dans les bonnes grâces des grands argentiers de la planète. Alors que Mauricio Macri frappait à la porte de l'OCDE et indemnisait les fonds vautours sans discussion, l'orthodoxie devait régner en maître sur les politiques publiques argentines¹⁵.

Ce retour du Fmi en Argentine constitue une bifurcation fondamentale. On rappellera, à cet égard, les positions sans ambiguïté de Nestor Kirchner sur le sujet. En 2006, l'Argentine (de même que le Brésil et l'Uruguay) remboursaient rubis sur l'ongle la plus grande partie du capital de leur dette contractée auprès du FMI.

En clair, ces pays reprenaient leur liberté¹⁶. Ne devant plus un dollar au Fmi, l'Argentine n'avait plus à se plier à une mise sous tutelle de ses finances publiques. Le prêt de 57 milliards que le gouvernement Macri a sollicité auprès de l'institution dirigée par Christine Lagarde annule complètement cette autonomie retrouvée et chèrement payée.

Rien d'étonnant, certes, à ce qu'un gouvernement néolibéral remette le Fmi au centre du jeu. On sera davantage surpris d'apprendre que les cadres du kirchnérisme ne se montrent pas tellement plus soucieux d'engager un bras-de-fer avec le Fmi puisqu'ils se proposent, au contraire, de renégocier avec lui.

¹⁴ Banco Central de la República Argentina, *Evolución del Mercado de Cambios y Balance Cambiario*, 22 janvier 2019.

¹⁵ El País (Uruguay), édition mise en ligne du 17 décembre 2015.

¹⁶ Third World Resurgence, n°187, Mars 2006

Ainsi, Axel Kiciloff, ancien ministre des finances de Cristina Kirchner, entrevoyait clairement un espace de dialogue avec le Fmi¹⁷. On entend d'ici les cris d'effroi des militants de l'ultragauche argentine qui n'ont cessé de dénoncer le caractère factice des alternatives proposées par le courant kirchnériste. Attention, toutefois, aux caricatures et au manque de nuance.

C'est que l'Argentine d'aujourd'hui ne dispose, en effet, plus des mêmes marges d'autonomie qu'en 2006. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que l'Argentine est étroitement dépendante de ses exportations de soja pour capter des dollars. En 2018, la filière soja (fèves, farines et huiles de soja confondues) représentait 27,7% des exportations argentines contre 25,6% en 2006. L'Argentine est donc de plus en plus dépendante du soja. Or, l'évolution des cours du soja est clairement orientée à la baisse depuis quelques années déjà. On peut, de ce point de vue, parler d'une baisse structurelle.

En juillet 2012, le boisseau de soja valait 17,58 dollars au terme d'un mouvement haussier ininterrompu depuis 2001 contre 8,30 dollars le 24 mai 2019¹⁸. Le soja a donc perdu plus de la moitié de sa valeur en sept ans.

L'Argentine est donc de plus en plus dépendante d'un produit d'exportation qui a sombré sur les marchés. Dans ces conditions, il sera difficile de rééditer l'exploit de Nestor Kirchner qui disposait d'importantes réserves de change suite au boom des matières premières.

Instabilité à venir

Le prochain gouvernement, s'il tourne la page du macrisme, n'aura, de ce point de vue, pas la tâche facile. Il devra, notamment, rembourser pour près de 78 milliards de dette extérieure (capital et intérêts confondus) alors que le risque-pays de l'Argentine, soit l'indice correspondant au pronostic que l'Argentine entre, une fois de plus, dans une crise de la dette, bat des records.

Parmi les pays émergents susceptibles de connaître une grave crise de la dette (avec, à la clé, une fuite des capitaux et une dévaluation de choc face au dollar), on retrouve l'Argentine en première position immédiatement suivie de la Turquie. La probabilité d'une telle occurrence pour Ankara et Buenos Aires est de 71% d'ici trois ans. Suivent, avec des probabilités de gros accrochage économique à trois ans se situant entre 40 et 50%, l'Ukraine (47%) et l'Afrique du Sud (43%)¹⁹.

Ces perspectives peu réjouissantes amènent, pour l'heure, le péronisme à se recentrer. Après tout, les péronistes argentins ont déjà, en adoptant un virage à 180° dont ils ont le secret, négocié avec le Fmi sous la présidence du très controversé Carlos Menem de 1989 à 1999.

¹⁷ Buenos Aires Económico, *Axel Kiciloff se reunió con el FMI y asegura que "están preocupados por la situación nacional"*, édition mise en ligne du 15 février 2019.

¹⁸ Chicago Stock Exchange, Soybeans spot, mai 2019.

¹⁹ *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 14 mai 2019.

Voilà pourquoi, sans doute, le candidat Alberto Fernández s'est empressé de préciser à la presse argentine, alors que sa candidature à la magistrature suprême venait à peine d'être annoncée *urbi et orbi*, que son intention première, une fois arrivé au pouvoir, n'était pas d'entrer en conflit avec le Fmi.

Ses intentions étaient claires : aucun heurt avec le Fmi et une renégociation ou une pause dans les remboursements (contre une majoration des taux d'intérêt) avec les créanciers privés du pays²⁰. Le prochain gouvernement sera coincé.

Voilà pourquoi le Fmi n'exclut pas de commencer à dialoguer avec le candidat kirchnériste à la présidence avant même le résultat des élections²¹. Pour comprendre pourquoi le Fmi avance autant de confiance en Argentine, il faut scruter une donnée technique relative aux réserves de change du pays. L'examen de cette donnée comptable nous conduira à identifier un rôle potentiellement alternatif pour la Chine dans la gestion des finances publiques de l'Argentine.

Importance de la Chine

La situation de dépendance de l'Argentine à l'égard des financements extérieurs est encore plus aiguë que ce que veut bien raconter le gouvernement Macri. Pour cela, il faut centrer sur le propos sur le concept de réserves nettes. Pour faire simple, il s'agit des devises²² qui sont comptabilisées sur les comptes de la banque centrale d'un pays et servent à disposer d'un pouvoir d'action sur les acteurs de marché afin de piloter le taux de change de la devise nationale. La littérature spécialisée parle de réserves nettes internationales.

Scrutons les données dans ce domaine pour l'Argentine. Le gouvernement Macri transmet des informations au grand public en ne parlant exclusivement que des réserves brutes. De ce point de vue, l'Argentine disposait de 77,5 milliards de dollars. L'administration de Mauricio Macri présente ce montant comme un record. Mais ces réserves sont, pour l'essentiel, prêtées. Il faudra donc les rendre un jour. Au total, l'Argentine ne dispose, en réalité, que de 25 milliards de dollars de réserves nettes²³.

Ce chiffre peut paraître énorme. Or, il ne l'est, en réalité, pas vraiment. Si l'on cherche à identifier à quelles marges de manœuvre correspond ce chiffre pour l'Argentine, on verra qu'il s'agit de 4,5 mois d'importations²⁴. Or, selon le FMI, il convient qu'un pays dispose, pour être à l'aise, de l'équivalent de 3 mois d'importations mais aussi de la totalité de sa dette extérieure à court terme. Or, les importations de l'Argentine se chiffraient à 66,5 milliards de

²⁰ *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 20 mai 2019.

²¹ *La Nación*, édition mise en ligne du 23 mai 2019.

²² En fait, les réserves peuvent inclure des billets de banque, des dépôts enregistrés sur des comptes bancaires, des actions et des obligations (publiques comme privées).

²³ *Buenos Aires Económico*, édition mise en ligne du 10 avril 2019.

²⁴ CEIC Data Company Ltd, mai 2019. Calculs propres.

dollars²⁵ en 2018 mais la dette extérieure à court terme du pays était de 89 milliards de dollars (soit plus que toutes les exportations d'une année²⁶). L'Argentine est donc aujourd'hui dans une posture plus que délicate.

On aurait, toutefois, tort de penser que cette situation ne permet pas de s'émanciper, malgré tout, de l'emprise du Fmi. Pour cela, il faut envisager les relations monétaires entre la Chine et l'Argentine. L'intensité des échanges commerciaux de Buenos Aires avec la Chine a connu un développement particulièrement important en une génération. En 2017, la Chine absorbait 7,4% des exportations argentines (contre 7,8% pour les Etats-Unis). En 1992, la Chine ne représentait que 1,7% des recettes d'exportation de l'Argentine et les Etats-Unis, 12%²⁷. Cette montée de la Chine est allée de pair avec une volonté croissante de Pékin de populariser l'usage du yuan (la devise chinoise) en Argentine. Pour ce faire, les autorités chinoises mettent à la disposition des Argentins une ligne de crédit de 130 milliards de yuans (près de 19 milliards de dollars). Le gouvernement argentin, en échange, tient à la disposition des Chinois une ligne d'un montant équivalent en pesos. Il s'agit d'une opération appelée *swap* dans le jargon de la finance. Si les deux parties utilisent ces deux lignes de crédit simultanément, elles ne se doivent rien.

Sur le papier, tout est simple, sauf qu'il existe une asymétrie certaine entre les deux parties au *deal*. Les Chinois n'ont que faire des pesos argentins (dont les Argentins eux-mêmes cherchent à se débarrasser par les temps qui courent). Et c'est là que le bât blesse. Faute d'une utilisation réciproque de ces lignes de crédit, un intérêt est dû par la partie argentine aux Chinois. Dans le cas argentin, elle est fixée en référence au taux Shibor à un an (c'est-à-dire le taux auquel les banques chinoises se prêtent de l'argent entre elles avec un délai de remboursement étalé sur un an) majoré de 4 points. Au cours actuel (28 mai 2019), cela donne un taux d'intérêt de 7,2%²⁸.

Revirement géopolitique raté

Cet accord de lignes de crédit croisées entre la Chine et l'Argentine a été conclu sous la présidence de Cristina Kirchner en 2014. L'administration Macri a clairement dénaturé le deal passé avec les Chinois lorsqu'en décembre 2015, le président de la banque centrale convertissait une partie des yuans mis à la disposition de l'Argentine en dollars. L'opération portait sur 3,086 milliards de dollars.

A l'époque, le montant total du *swap* conclu avec la Chine mobilisait une ligne de crédit pour une somme équivalente à 11 milliards de dollars. Cette opération de conversion, comme cela

²⁵ The Observatory of Economic Complexity, mai 2019.

²⁶ CEIC Data Company LTD, décembre 2018.

²⁷ The Observatory of Economic Complexity, avril 2019

²⁸ Shanghai Interbank Offered Rate (SHIBOR) [en ligne], 28/05/2015, Url : http://www.shibor.org/shibor/web/html/index_e.html. Date de consultation : 28 mai 2019.

avait été convenu, était soumise à l'autorisation de la partie chinoise²⁹. Cette dernière, de source sûre à Buenos Aires³⁰, a vécu la décision argentine comme un coup de canif au contrat conclu. L'objectif de ce dernier était fondamentalement de « promouvoir le développement économique et le commerce entre les deux pays »³¹.

De surcroît, l'administration Macri a dû demander l'autorisation des Chinois pour procéder à cette entreprise de réalignement sur le dollar (et donc les Etats-Unis). Si l'Argentine avait pu obtenir la conversion en dollars de la totalité des yuans mis à leur disposition par les Chinois, on aurait pu conclure que l'opération avait été couronnée de succès. Mais comme nous l'avons vu, les Argentins n'ont pu obtenir que 28% du montant du *swap* conclu avec la Chine. La raison de cet insuccès est évidente. Le yuan n'est pas une monnaie-marchandise qui s'échange sur les marchés internationaux comme le dollar ou l'euro. Sa diffusion, de même que son taux de change, sont strictement encadrés par la Banque populaire de Chine.

La Chine a donc volontairement décidé de limiter la liquidité du yuan afin d'éviter les mouvements spéculatifs sur sa devise nationale. Ce qui signifie que si Macri avait décidé d'incorporer tous les yuans en une seule fois sur les comptes de la Banque centrale argentine pour ensuite les vendre sur les marchés financiers, les Argentins auraient dû s'attendre à une grosse décote sur cet actif. Voilà pourquoi ils étaient obligés de négocier avec les Chinois et d'accepter le montant à convertir décidé à Pékin³².

L'équipe économique de Mauricio Macri, composée de cadors de la finance passés par les plus prestigieuses universités et banques nord-américaines, ne pouvait pas l'ignorer. Ces grands techniciens faisaient de la politique. Il s'agissait, en l'occurrence, de poser un geste de rapprochement avec les Etats-Unis au point de vouloir se subordonner de nouveau à Washington³³. Bien sûr, l'équipe de Mauricio Macri justifiait son opération de retour au dollar en prétextant de l'engouement des Argentins pour le billet vert.

Une partie du péronisme de droite est prête à suivre l'actuel locataire de la *Casa Rosada* dans cette analyse en relativisant l'importance d'un financement en yuans pour l'Argentine³⁴. Pourtant, le pays compte, aujourd'hui, une ligne de crédit de près de 130 milliards de yuans que personne n'a, jusqu'à présent, activée. Ce qui est d'autant plus dommageable que l'économie chinoise monte en gamme et que ses produits pourront remplacer de plus en plus avantageusement les importations occidentales qu'il faut régler en dollars. Il y a aurait donc tout intérêt à ce que l'Argentine se finance de plus en plus directement en yuans.

²⁹ Página/12, édition mise en ligne du 23 décembre 2015.

³⁰ Entretien téléphonique de l'auteur avec l'économiste et journaliste argentin Cristian Carillo en date du 4 mai 2019.

³¹ Banco Central de la República Argentina, *Acuerdo de Swap de Monedas entre el BCRA y el Banco Central de China*, COMUNICADO N°. 50421, 18 juillet 2014.

³² iProfesional, édition mise en ligne du 28 juillet 2014.

³³ Interview de Jorge Taiana, *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 1^{er} décembre 2018.

³⁴ La Nación, édition du 19 juillet 2014.

Sachant que la dette extérieure (libellée en dollars) équivaut à 52% du PBI, la question d'un défaut de paiement de l'Argentine devient de plus en plus probable. L'accès aux marchés de capitaux occidentaux se compliquera donc encore davantage.

Le revirement géopolitique de Mauricio Macri constitue un échec patent. A Buenos Aires, l'heure du yuan pourrait bien sonner dans les années qui viennent. L'alternative au dollar n'y sera plus une question strictement théorique mais une nécessité pratique...